L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

TERMS OF SUBSCRIPTION.....$10 *payable d'avance*
PRIX DE L'ABONNEMENT.....$10 *payable d'avance*

PAR BULLITT, MAGNER & Cie
No. 81, RUE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLEANS:
SAMEDI MATIN, 15 MARS 1843.

POUR PRESIDENT DES ETATS-UNIS:

HENRY CLAY.

LA MALLE est arrivée hier, apportant seulement les dates de New York du 6. Trois malles sont dûs encore aujourd'hui.

Parmi les nominations faites par le Président des Etats-Unis se trouve celle de M. A. Dersey, de cette ville, comme receveur des deniers publics, en remplacement de M. A. S. Lewis.

La question des Elections contestées n'est représentée hier encore, grâce à une motion de reconsidération, et la discussion en avait été fixée de nouveau à ce jour; mais une motion d'ajournement à lundi adroitement proposée a de nouveau remis à plus tard cette interminable discussion.

TEMPERATURE.—La journée d'hier a été la plus froide que nous ayons eue depuis trois ans. Voici les résultats donnés par le thermomètre

	A 8 h. du matin.	A Midi.	A 8 h. du soir
Au 1er. du cour.	32°	40°	40 1/2°
La veille il avait donné	58°	70°	52°

CABINET.—L'*Enquirer* de Philadelphie, dit qu'au moment où la nomination de M. Ocsmus fut présentée au Sénat pour le département de la Trésorerie, une objection entre autres se présenta tout d'abord. On fit remarquer que le Massachusetts avait déjà un représentant dans le cabinet. M. Archer répondit aussitôt qu'il était autorisé à déclarer que M. WEBSTER était sur le point de quitter le département d'Etat. Cette déclaration n'a pas, comme on le sait, produit grand effet. Nous la mentionnons à cause de son caractère officiel. La retraite de M. WEBSTER n'était encore pour beaucoup de gens qu'un *on dit* sans valeur.

APPUIES DU SOLEIL.—Les officiers du *Somerset* ne seront pas quitte encore de toute poursuite après la décision de la Cour Martiale devant laquelle ils sont en ce moment. Des plaintes séparées seront adressées au grand jury par les mêmes respectifs de Spencer, Cromwell et Small, sous prévention de meurtre ils auront donc à répondre aussi devant les Cours Civiles. C'est une véritable persécution; et cette persécution loin d'être défavorable aux accusés, leur concilie de nouvelles sympathies, tandis que les journaux qui avaient pu éprouver d'abord quelque consternation pour les suppliciés, arrivent à des sentiments tout différents, en voyant l'acharnement avec lequel on poursuit des hommes qui ont eu maintenir l'honneur du pavillon américain.

MASSACHUSETTS.—Les membres législatifs de la législature de cet Etat ont tenu une convention, et parmi les résolutions qu'ils ont adoptées s'en trouve une qui désigne M. VAN BUREN comme le candidat préféré pour la Présidence.

HAITI.—L'un des derniers numéros du *Courrier des Etats-Unis*, annonce d'après le journal officiel de St. Domingue, sous la date du 2 février, que l'insurrection qui a éclaté dans les derniers jours de janvier, a été étouffée; ce fait a été reproduit par un de nos confrères d'ici qui sans doute avait oublié que les journaux de la Jamaique nous avaient apporté d'Haiti des nouvelles du 10 du mois dernier; et ces nouvelles plus récentes donnaient une tournure toute différente aux résultats de l'insurrection. Les renseignements que nous avons puisés dans les journaux de la Jamaique se trouvent confirmés par une correspondance des Caves qui porte la date du 9 février et qui est publiée dans le *Courrier de Charleston* du 10 courant. L'insurrection loin d'être apaisée, se propage dans presque toutes les parties de l'île, et nul ne peut prévoir encore si la victoire ne lui restera pas. Le président BOYER n'est pas sans crainte pour son pouvoir.

Le Grand Western vient par arriver à New-York le 7 au soir.

Ce qui coûte une pomme et ce qui coûte.—Dans un des comtés de New York un jeune homme vient d'être condamné à $6000 de dommages intérêts envers la belle délaissée. Soyez donc infidèle à ce prix!

Nous trouvons dans le Madisonian la loi No. 26, du 3me. Congrès, qui concerne les terres publiques de notre Etat.

ACTE pour mettre de côté certaines réserves, à cause des chênes verts, dans le district Sud-Est de la Louisiane.

Il est décrété, par le Sénat et la Chambre des Représentans des Etats-Unis d'Amérique réunis en Congrès, Que les réserves faites par les Etats-Unis, en 1823, de terres situées dans le Township treize, Est, —Township quinze, rangée douze et treize, Est; —Township quinze, rangée treize, Est,—Township seize, rangée seize, Est dans le district Sud-Est de la Louisiane, à cause des chênes verts qu'on y supposait croître sont annulées; et que toutes personnes ayant des droits de préemption dans l'étendue de ces Townships sont autorisées à procéder leurs preuves et compléter leurs titres de la même manière que si les réserves pour les chênes verts n'avaient pas été faites.

Approuvé le 3 mars 1843.

THEATRE D'ORLEANS.

Dernière représentation de Guillaume Tell.

La dernière apparition du chef-d'œuvre de ROSSINI n'avait point attiré la foule, et ceci s'explique par le chiffre de cette représentation. Elle était la septième! et dans ces temps de tristesse, il n'y a point d'opéra qui puisse aller jusque là avec quelque chance de succès. L'ouvrage a convenablement marché: l'orchestre a été en quit est dans ses bons jours; les chœurs, malgré quelques négligences, notamment des premiers deux, ont été dès avec une certaine fermeté. Les rôles secondaires ne m.rient que des éloges; pour les rôles principaux, dis ont prouvé de nouveau ce que l'on sait fort bien depuis longtemps: c'est que [illegible] une gracieuse, une charmante ténoriniste, que M. Victor fait des progrès constans et notables, et que M. Alfard reste toujours au même point comme jeu, comme méthode et comme voix. Il y a même des gens qui prétendent qu'il a passé sous ce dernier rapport; il serait difficile d'en dire autrement du reste. M. Allard ne comprend pas plus le rôle d'Arnold qu'il ne le faisait. Il y a trois mois, il n'a ni plus de charme ni plus de grâce, ni plus de sentiment, qu'à son début, cet état stationnaire est d'autant plus sensible que son camarade M. Victor, comme nous le disons tout à l'heure, a singulièrement amélioré son jeu et son chant. D'un bout à l'autre du rôle de Guillaume Tell, il chante, et s'il laisse encore à désirer plus de fermeté, de nerf et d'aplomb, ce n'est plus tout à fait sa faute. M. Victor, d'ailleurs ne se regarde pas nous en sommes convaincus, comme arrivé à son plus haut point de perfection, et il a raison. Le travail qui lui a déjà été si favorable, a beaucoup encore à lui donner. En somme, la représentation d'avant hier, comme toutes celles de Guillaume Tell, a fait chaudement accueillie. Qui pourrait ne pas s'échauffer au feu de cette belle musique! Malgré l'impatience que nous causaient certains défauts d'exécution, nous regrettions plus d'une fois de ne plus l'entendre.

CONSEIL DE LA MUNICIPALITE No. 1.

TREMBLEMENT DE TERRE
DE LA GUADELOUPE.

Devant l'affreux désastre qui vient de frapper la Guadeloupe et d'affliger tous les amis de l'humanité, les dames Sociétés Philanthropiques Françaises doivent saisir et saisissent en effet avec empressement l'occasion d'unir leurs efforts vers un but commun de bienfaisance. Elles convoquent, non seulement toute leurs membres, mais aussi tous les habitans charitables de la Nlle-Orléans, à assister à une séances qui aura lieu LUNDI 20 du courant, à 7 heures et demie du soir, à la Salle St. Louis. Cette séance sera consacrée à la nomination d'une commission chargée de s'entendre avec Mr. le Consul de France, sur les mesures à prendre dans ces circonstances.

Il serait d'avoir été demandé par d'honorables citoyens de la Nouvelle-Orléans, les deux Sociétés de Bienfaisance représentent que les Français résidant sur le territoire de la Louisiane, répondront à l'appel qu'elles font à leur humanité et à leur générosité.

Conformément à la conversation qui en avait été faite, une assemblée a eu lieu jeudi soir, 16 courant, dans le bureau de M. L. Eyma, à l'occasion de l'effroyable désastre qu'il a plu à la Providence d'infliger aux habitans de la Pointe-à-Pitre. Après quelques courtes et touchantes paroles de M. L. Eyma, et sur motion, ont été faits

MM. R. N. OGDEN, Président.
EDGAR LARUE, Secrétaire.
JOHN NICHOLSON, Trésorier.

Sur motion, les personnes suivantes ont été nommées pour former avec les membres du bureau, un comité dans le but de solliciter des habitans de la Nouvelle-Orléans, des secours en faveur des infortunés qui ont survécu à ce terrible événement, et celles encore les mains du Trésorier, qui en rendra compte à l'Assemblée:

1ère. Municipalité.

W. Vogel, Hon. A. Hoa, Major Gally, L. Eyma, A. C. Gibbemeister, P. Soulé, Dr. Thomas, M. Blanco, L. Valeton, D. H. Mercaux.

3de. Municipalité.

Joshua Baldwin, Charles Génois, A. Rocheteau, J. B Byrnes, J. P. Labauisse, Samuel J. Peters, Wm. T. Hepp, Gendy Burke, Rév. Mullen, A. Bassett.

3me. Municipalité.

A. Viavant, J. B. Dolhonde, John Lexis, Duquet, G. de Férnel, E. Sommereau, A. Guillet, Gen. Wm. De Buys, R. Vienne, J. B. Lee.

Lafayette.

Chs. Hellermen, N. Goodall, Juge Lach, Chs. Briggs, Abner Phelps, C. F. McKenney, Ths. Toby, Capt. Bonin, Philip, Henry, Wm. Deacon, Jogg Elliott, Wills.

Le Comité a été en outre invité à convoquer dans les trois municipalités des assemblées publiques de citoyens, afin de réclamer leur concours à cette œuvre d'humanité. Le Président et le Secrétaire sont, de plus, requis de faire un appel au Clergé de la Nouvelle-Orléans, dans le but d'obtenir sa coopération, de la manière qu'il jugera la plus convenable, et d'adopter telles autres mesures qu'ils croiront le plus propables d'assurer l'accomplissement des vues du Comité.

R. N. OGDEN, Président.
E. LARUE, Secrétaire.

SEDUCTION.—Au Sénat de la Pennsylvanie, il a été présenté récemment un "ACTE pour punir la séduction et apporter un meilleur remède civil à ce mal." En voici les deux sections:

Section 1. La séduction de toute femme est déclarée un délit punissable, en sus des remèdes déjà donnés par la loi, pour la perpétration de cette grande offense publique et privée; et tout individu qui sera convaincu de séduction, dans toute Cour de *Quarter-Sessions* de paix, sera puni d'une amende qui ne sera pas moindre de $500 et qui ne s'élèvera pas à $10,000, à la discrétion de la Cour, et de plus, d'un emprisonnement d'un an au moins et de dix ans au plus, au bon plaisir de la Cour.

Section 2. Toute poursuite pour séduction pourra être entamée et dirigée par la mère ou tout autre parent de la femme séduite, pour obtenir des dommages pour perte de service ou pour injure faite à la réputation, et pour toutes les circonstances aggravantes qui auront pu accompagner le délit. Il ne pourra être entamé qu'une seule poursuite pour réparer les torts causés par un seul cas de séduction.

Une barge chargée de coton, appartenant à divers habitans des environs du Pont Breau, et qui faisait le transport de celui à St. Martinville, a brûlé jusqu'au niveau de l'eau dans la nuit du 28 février au 1er. mars courant. 66 balles de coton appartenaient à MM. Gervais Castille et Marcelin Melançon.
(Gazette des Opelousas.)

ESCROQUE LE BAYOU CHÊNE.—Le vieux Matthews, qui a joué dans la sanglante affaire de Farmer, un rôle si équivoque, vient de tuer d'un coup de carabine, un nommé Sharp. Le meurtrier a pris la fuite; mais on ne désespère point de l'appréhender.

Décidément le Bayou Chêne regorge de gibiers de patence.
(Gaz. des Attakapas.)

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

VENDREDI, 17 mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 40 membres.

M. Brewer appelle l'attention de la Chambre sur une omission qui se trouve dans le journal relativement au rapport du comité sur les élections contestées et demande que le vote définitif sur ce rapport soit consigné dans le journal. La motion est adoptée.

M. Brewer demande si la Chambre poursuivra aujourd'hui la discussion des élections contestées, ou si cette question ne sera débattue que lorsqu'elle viendra à l'ordre. L'orateur désire qu'elle n'en plus à l'ordre, et que la Chambre ne peut s'en occuper qu'en se prononçant par la reconsidération, ou en accordant la dispense des règles.

M. Brewer propose de reconsidérer la question. L'appel nominal étant réclamé par M. Brashear, les voix se partagent ainsi: oui, 18; non, 16. La motion prévaut.

M. Brashear fait observer que la Chambre ne peut procéder à la reconsidération qu'au moment où l'ordre du jour l'appellera.

M. Brewer propose de la mettre à l'ordre du jour pour demain, immédiatement après la lecture du journal.

M. Hunt préférerait un autre jour; mais M. Brewer persiste dans sa motion, laquelle est adoptée.

M. Brashear présente un mémoire de John Martin, qui supplie la Législature de lui venir en aide. Référé au comité sur les réclamations.

M. Clossonne, après dispenses, introduit un bill relatif aux collecteurs de taxes.

M. Fluker présente un mémoire des citoyens d'Est Feliciana, qui demandent que le mode de tenir les élections dans cette paroisse soit changé. Référé à un comité de trois membres, avec ordre de présenter un rapport lundi prochain.

M. Voorhies présente une pétition des citoyens de St. Landry, demandant l'amélioration du bayou Crocodil. Référée au comité sur les améliorations intérieures.

M. Brewer demande la dispense des règles pour introduire un bill à l'effet de discontinuer la répartition accordée aux témoins de l'Etat, dans les affaires criminelles. La dispense n'est pas accordée.

M. Musson, d'un comité spécial, chargé d'examiner l'état de certaines propriétés appartenant à l'Etat, et situées dans les rues de Chartres et de Jefferson, présente, outre son rapport, une résolution pour autoriser le trésorier d'Etat à faire faire à ces bâtimens les réparations nécessaires, ou à diminuer le loyer, dans le cas où les locataires voudraient faire les réparations à leurs frais.

M. Rodgers s'attache à faire ressortir l'importance de la mesure proposée. Les propriétés dont il s'agit sont d'une grande valeur et rapportent annuellement à l'Etat un revenu net de $9,000. Il espère donc que la Chambre accordera la dispense des règles pour s'occuper immédiatement de la résolution. La Chambre refuse de s'en occuper.

M. Phelps, d'un comité spécial, rapporte sans amendement le bill pour affermer le Pénitentiaire.

M. Nevers présente un rapport rédigé dans un sens opposé.

M. Brashear annonce qu'il présentera un bill pour créer un contrôleur de la trésorerie de l'Etat de la Louisiane.

Le même membre, ainsi qu'il en a précédemment donné avis, introduit un acte pour créer de nouveaux rencenseurs.

M. Phelps annonce qu'il présentera un acte pour l'établissement d'un bac sur la rivière Texas.

M. Nicholls, au nom du représentant de Jefferson, annonce qu'il présentera un acte pour créer un inspecteur des farines, du beurf et du porc dans la paroisse de Jefferson.

M. Brewer annonce qu'il présentera un acte pour diminuer les dépenses de l'Etat dans la poursuite des affaires criminelles.

M. Conviller, ainsi qu'il en a précédemment donné avis, introduit un bill pour changer le mode de nomination des députés-shérifs dans la paroisse des Avoyelles. Le bill est lu 1ère. fois et passe.

M. Richard annonce qu'il présentera un acte relatif aux juges de paix dans la paroisse des Rapides.

M. Perkins annonce qu'il présentera un acte pour incorporer l'église presbytérienne d'Est-Feliciana, et un acte pour vendre en sus à la Compagnie des artilleurs d'Est-Feliciana.

Ordre du Jour.

Les articles ne se trouvent pas proposés par le Sénat à l'exception qui enjoint à l'ingénieur d'Etat de construire une levée sur le bayou Rouge, sont lus en considération et approuvés.

Les amendemens proposés par le Sénat au bill pour venir en aide à Rodrigue D. Brashear sont approuvés.

Les amendemens proposés par le Sénat à la résolution qui autorise l'ingénieur de tracer le plan d'un chemin, pour contourner les Rapides de la rivière Rouge, sont approuvés.

Les amendemens proposés par le Sénat à l'acte qui amende les diverses actes concernant le mariage, sont pris en considération et approuvés.

Lecture est donnée par le greffier des titres de différens actes provenant du Sénat.

Sur motion de M. Benjamin, la Chambre s'occupe du bill (provenant du Sénat) pour remettre en vigueur les lois de cet Etat sur les faillites, et l'adopte avec de vers amendemens. M. Brashear soumet un projet pour autoriser la majorité des créanciers, en nombre et en somme, d'accorder l'atternoiement. Cette proposition fait naître quelques débats. Certains membres s'y opposent en alléguant l'importance d'une pareille clause, qui demanderait un examen approfondi. Après une courte discussion, M.

Même fait était une manière de Roger-Bontemps, épieurien avec délices, et Voltairien jusqu'à l'extrémité des écailles. Il ne croyait à rien, ni à Dieu, ni au diable, et se moquait de l'immortalité de l'âme comme du Coin-Tampon. Pourvu qu'il n'eût ni trop froid, pourvu qu'il fut toujours doué d'un excellent appétit et qu'il pût diriger à son gré, peu lui importait que sa vie s'écoulât dans un bassin, dans un océan, ou dans un bocal.

Delphinio, me disait-il durant ses momens d'expansion, fais-moi entrevoir avec bonheur, le marché à été très calme et le chiffre des ventes que nous avons à signaler aujourd'hui, est, de beaucoup plus faible que celui que nous avons donné depuis quelque temps. Les détenteurs n'ont offert leur stock qu'avec retenue et on ne trouve aujourd'hui que quelques balles, il devient donc nécessaire pour l'arrivage qui est annoncé pour demain. Les détenteurs ont aussi montré de la retenue et ne se sont montrés disposés à vendre que pour répondre aux demandes spéciales. Les ventes de la semaine s'élèvent à 2,000 balles, dont 1,000 pour le compte de spéculateurs, 500 pour celui de filateurs et 500 pour celui d'exportateurs. Nous cotons:

Ordinaire et bas ordinaire	4 1/2 à 5 1/2
Bon ordinaire	5 3/4 à 6 1/4
Bon ordinaire et bon petit chanvre	6 1/4 à 6 3/4
Petit coureur et courant	7 à 7 1/4
Bon coureur	7 1/4 à 7 3/4

TABAC.—Quoique notre dernier rapport nous donne qu'une très grande activité avait régné sur le marché durant les premiers jours de la semaine. Depuis lors la demande a été encore plus animée, plusieurs acheteurs étant venus sur le marché et les ventes ont été élevées à environ 1 200 boucauts en prix portés à nos dernières cotes. La plus grande partie des achats ont été accomplis en américain, une bonne de fret; et il n'y a pas de doute, que les transactions encore si le taux actuel peut se maintenir. Nous continuons à coter 2 3/4 à 4 pour de beaux laits, 4 1/4 à 5 1/2 pour les ordinaires, 5 3/4 à 6 1/4 pour les bons ordinaires, 6 1/4 à 6 3/4 pour les bons et 7 à 7 1/2 pour les coureurs.

Sucre.—Sucre. *Il est déclaré décrété, &c.*, que le Juri de Police de la paroisse de Natchitoches aura le droit de lever dans les limites incorporées de la ville de Natchitoches une taxe égale en somme, à celle qu'y paient l'Etat, et la paroisse, nonobstant toutes lois à ce contraires.

Signé, DERBIGNY,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA,
Président du Sénat.

Approuvé le 14 mars 1843
(Signé) A. MOUTON,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

(No. 40)

ACTE

Pour amender l'acte intitulé "Acte pour prévenir l'enlèvement des esclaves, et pour d'autres objets," approuvé le dix neuf mars, dix-huit cent trente-neuf.

Section 1re. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale:* Que dans tous les cas où il sera nécessaire de faire comparaître devant un juge de paix ou devant le Juri de Police de la paroisse de Natchitoches pour affaires, ou autres choses relatives au service de la milice, ou pour toute autre affaire de service public, tout officier de milice, ou tout autre officier public, ou tout autre personne ou personnes, ayant droit de faire comparaître devant un juge de paix ou devant le Juri de Police de la paroisse de Natchitoches, dans le but d'obtenir sa coopération, de la manière qu'il jugera la plus convenable, et d'adopter telles autres mesures qu'ils croiront le plus propables d'assurer l'accomplissement des vues du Comité.

R. N. OGDEN, Président.
E. LARUE, Secrétaire.

SÉDUCTION.—Au Sénat de la Pennsylvanie, il a été présenté récemment un "ACTE pour punir la séduction et apporter un meilleur remède civil à ce mal." En voici les deux sections:

Section 1. La séduction de toute femme est déclarée un délit punissable, en sus des remèdes déjà donnés par la loi, pour la perpétration de cette grande offense publique et privée; et tout individu qui sera convaincu de séduction, dans toute Cour de *Quarter-Sessions* de paix, sera puni d'une amende qui ne sera pas moindre de $500 et qui ne s'élèvera pas à $10,000, à la discrétion de la Cour, et de plus, d'un emprisonnement d'un an au moins et de dix ans au plus, au bon plaisir de la Cour.

Section 2. Toute poursuite pour séduction pourra être entamée et dirigée par la mère ou tout autre parent de la femme séduite, pour obtenir des dommages pour perte de service ou pour injure faite à la réputation, et pour toutes les circonstances aggravantes qui auront pu accompagner le délit. Il ne pourra être entamé qu'une seule poursuite pour réparer les torts causés par un seul cas de séduction.

Une barge chargée de coton, appartenant à divers habitans des environs du Pont Breau, et qui faisait le transport de celui à St. Martinville, a brûlé jusqu'au niveau de l'eau dans la nuit du 28 février au 1er. mars courant. 66 balles de coton appartenaient à MM. Gervais Castille et Marcelin Melançon.
(Gazette des Opelousas.)

ESCROQUE LE BAYOU CHÊNE.—Le vieux Matthews, qui a joué dans la sanglante affaire de Farmer, un rôle si équivoque, vient de tuer d'un coup de carabine, un nommé Sharp. Le meurtrier a pris la fuite; mais on ne désespère point de l'appréhender.

Décidément le Bayou Chêne regorge de gibiers de patence.
(Gaz. des Attakapas.)

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

VENDREDI, 17 mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 40 membres.

M. Brewer appelle l'attention de la Chambre sur une omission qui se trouve dans le journal relativement au rapport du comité sur les élections contestées et demande que le vote définitif sur ce rapport soit consigné dans le journal. La motion est adoptée.

M. Brewer demande si la Chambre poursuivra aujourd'hui la discussion des élections contestées, ou si cette question ne sera débattue que lorsqu'elle viendra à l'ordre. L'orateur désire qu'elle n'en plus à l'ordre, et que la Chambre ne peut s'en occuper qu'en se prononçant par la reconsidération, ou en accordant la dispense des règles.

M. Brewer propose de reconsidérer la question. L'appel nominal étant réclamé par M. Brashear, les voix se partagent ainsi: oui, 18; non, 16. La motion prévaut.

M. Brashear fait observer que la Chambre ne peut procéder à la reconsidération qu'au moment où l'ordre du jour l'appellera.

M. Brewer propose de la mettre à l'ordre du jour pour demain, immédiatement après la lecture du journal.

M. Hunt préférerait un autre jour; mais M. Brewer persiste dans sa motion, laquelle est adoptée.

M. Brashear présente un mémoire de John Martin, qui supplie la Législature de lui venir en aide. Référé au comité sur les réclamations.

M. Clossonne, après dispenses, introduit un bill relatif aux collecteurs de taxes.

M. Fluker présente un mémoire des citoyens d'Est Feliciana, qui demandent que le mode de tenir les élections dans cette paroisse soit changé. Référé à un comité de trois membres, avec ordre de présenter un rapport lundi prochain.

M. Voorhies présente une pétition des citoyens de St. Landry, demandant l'amélioration du bayou Crocodil. Référée au comité sur les améliorations intérieures.

M. Brewer demande la dispense des règles pour introduire un bill à l'effet de discontinuer la répartition accordée aux témoins de l'Etat, dans les affaires criminelles. La dispense n'est pas accordée.

M. Musson, d'un comité spécial, chargé d'examiner l'état de certaines propriétés appartenant à l'Etat, et situées dans les rues de Chartres et de Jefferson, présente, outre son rapport, une résolution pour autoriser le trésorier d'Etat à faire faire à ces bâtimens les réparations nécessaires, ou à diminuer le loyer, dans le cas où les locataires voudraient faire les réparations à leurs frais.

M. Rodgers s'attache à faire ressortir l'importance de la mesure proposée. Les propriétés dont il s'agit sont d'une grande valeur et rapportent annuellement à l'Etat un revenu net de $9,000. Il espère donc que la Chambre accordera la dispense des règles pour s'occuper immédiatement de la résolution. La Chambre refuse de s'en occuper.

M. Phelps, d'un comité spécial, rapporte sans amendement le bill pour affermer le Pénitentiaire.

M. Nevers présente un rapport rédigé dans un sens opposé.

M. Brashear annonce qu'il présentera un bill pour créer un contrôleur de la trésorerie de l'Etat de la Louisiane.

Le même membre, ainsi qu'il en a précédemment donné avis, introduit un acte pour créer de nouveaux rencenseurs.

M. Phelps annonce qu'il présentera un acte pour l'établissement d'un bac sur la rivière Texas.

M. Nicholls, au nom du représentant de Jefferson, annonce qu'il présentera un acte pour créer un inspecteur des farines, du beurf et du porc dans la paroisse de Jefferson.

M. Brewer annonce qu'il présentera un acte pour diminuer les dépenses de l'Etat dans la poursuite des affaires criminelles.

M. Conviller, ainsi qu'il en a précédemment donné avis, introduit un bill pour changer le mode de nomination des députés-shérifs dans la paroisse des Avoyelles. Le bill est lu 1ère. fois et passe.

M. Richard annonce qu'il présentera un acte relatif aux juges de paix dans la paroisse des Rapides.

M. Perkins annonce qu'il présentera un acte pour incorporer l'église presbytérienne d'Est-Feliciana, et un acte pour vendre en sus à la Compagnie des artilleurs d'Est-Feliciana.

Ordre du Jour.

Les articles ne se trouvent pas proposés par le Sénat à l'exception qui enjoint à l'ingénieur d'Etat de construire une levée sur le bayou Rouge, sont lus en considération et approuvés.

Les amendemens proposés par le Sénat au bill pour venir en aide à Rodrigue D. Brashear sont approuvés.

Les amendemens proposés par le Sénat à la résolution qui autorise l'ingénieur de tracer le plan d'un chemin, pour contourner les Rapides de la rivière Rouge, sont approuvés.

Les amendemens proposés par le Sénat à l'acte qui amende les diverses actes concernant le mariage, sont pris en considération et approuvés.

Lecture est donnée par le greffier des titres de différens actes provenant du Sénat.

Sur motion de M. Benjamin, la Chambre s'occupe du bill (provenant du Sénat) pour remettre en vigueur les lois de cet Etat sur les faillites, et l'adopte avec de vers amendemens. M. Brashear soumet un projet pour autoriser la majorité des créanciers, en nombre et en somme, d'accorder l'atternoiement. Cette proposition fait naître quelques débats. Certains membres s'y opposent en alléguant l'importance d'une pareille clause, qui demanderait un examen approfondi. Après une courte discussion, M.

Même fait était une manière de Roger-Bontemps, épieurien avec délices, et Voltairien jusqu'à l'extrémité des écailles. Il ne croyait à rien, ni à Dieu, ni au diable, et se moquait de l'immortalité de l'âme comme du Coin-Tampon. Pourvu qu'il n'eût ni trop froid, pourvu qu'il fut toujours doué d'un excellent appétit et qu'il pût diriger à son gré, peu lui importait que sa vie s'écoulât dans un bassin, dans un océan, ou dans un bocal.

Delphinio, me disait-il durant ses momens d'expansion, fais-moi entrevoir avec bonheur, le marché à été très calme et le chiffre des ventes que nous avons à signaler aujourd'hui, est, de beaucoup plus faible que celui que nous avons donné depuis quelque temps. Les détenteurs n'ont offert leur stock qu'avec retenue et on ne trouve aujourd'hui que quelques balles, il devient donc nécessaire pour l'arrivage qui est annoncé pour demain. Les détenteurs ont aussi montré de la retenue et ne se sont montrés disposés à vendre que pour répondre aux demandes spéciales. Les ventes de la semaine s'élèvent à 2,000 balles, dont 1,000 pour le compte de spéculateurs, 500 pour celui de filateurs et 500 pour celui d'exportateurs. Nous cotons:

Ordinaire et bas ordinaire	4 1/2 à 5 1/2
Bon ordinaire	5 3/4 à 6 1/4
Bon ordinaire et bon petit chanvre,	6 1/4 à 6 3/4
Petit coureur et courant,	7 à 7 1/4
Bon coureur,	7 1/4 à 7 3/4

TABAC.—Quoique notre dernier rapport nous donne qu'une très grande activité avait régné sur le marché durant les premiers jours de la semaine. Depuis lors la demande a été encore plus animée, plusieurs acheteurs étant venus sur le marché et les ventes ont été élevées à environ 1 200 boucauts en prix portés à nos dernières cotes. La plus grande partie des achats ont été accomplis en américain, une bonne de fret; et il n'y a pas de doute, que les transactions encore si le taux actuel peut se maintenir. Nous continuons à coter 2 3/4 à 4 pour de beaux laits, 4 1/4 à 5 1/2 pour les ordinaires, 5 3/4 à 6 1/4 pour les bons ordinaires, 6 1/4 à 6 3/4 pour les bons et 7 à 7 1/2 pour les coureurs.

Sucre.—Sucre. *Il est déclaré décrété, &c.*, que le Juri de Police de la paroisse de Natchitoches aura le droit de lever dans les limites incorporées de la ville de Natchitoches une taxe égale en somme, à celle qu'y paient l'Etat, et la paroisse, nonobstant toutes lois à ce contraires.

Signé, DERBIGNY,
Orateur de la Chambre des Représentans.
(Signé) FELIX GARCIA,
Président du Sénat.

Approuvé le 14 mars 1843
(Signé) A. MOUTON,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.

(No. 40)

ACTE

Pour amender l'acte intitulé "Acte pour prévenir l'enlèvement des esclaves, et pour d'autres objets," approuvé le dix neuf mars, dix-huit cent trente-neuf.

Section 1re. *Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale:* Que dans tous les cas où il sera nécessaire de faire comparaître devant un juge de paix ou devant le Juri de Police de la paroisse de Natchitoches pour affaires, ou autres choses relatives au service de la milice, ou pour toute autre affaire de service public, tout officier de milice, ou tout autre officier public, ou tout autre personne ou personnes, ayant droit de faire comparaître devant un juge de paix ou devant le Juri de Police de la paroisse de Natchitoches, dans le but d'obtenir sa coopération, de la manière qu'il jugera la plus convenable, et d'adopter telles autres mesures qu'ils croiront le plus propables d'assurer l'accomplissement des vues du Comité.

R. N. OGDEN, Président.
E. LARUE, Secrétaire.

SÉDUCTION.—Au Sénat de la Pennsylvanie, il a été présenté récemment un "ACTE pour punir la séduction et apporter un meilleur remède civil à ce mal." En voici les deux sections:

Section 1. La séduction de toute femme est déclarée un délit punissable, en sus des remèdes déjà donnés par la loi, pour la perpétration de cette grande offense publique et privée; et tout individu qui sera convaincu de séduction, dans toute Cour de *Quarter-Sessions* de paix, sera puni d'une amende qui ne sera pas moindre de $500 et qui ne s'élèvera pas à $10,000, à la discrétion de la Cour, et de plus, d'un emprisonnement d'un an au moins et de dix ans au plus, au bon plaisir de la Cour.

Section 2. Toute poursuite pour séduction pourra être entamée et dirigée par la mère ou tout autre parent de la femme séduite, pour obtenir des dommages pour perte de service ou pour injure faite à la réputation, et pour toutes les circonstances aggravantes qui auront pu accompagner le délit. Il ne pourra être entamé qu'une seule poursuite pour réparer les torts causés par un seul cas de séduction.

Une barge chargée de coton, appartenant à divers habitans des environs du Pont Breau, et qui faisait le transport de celui à St. Martinville, a brûlé jusqu'au niveau de l'eau dans la nuit du 28 février au 1er. mars courant. 66 balles de coton appartenaient à MM. Gervais Castille et Marcelin Melançon.
(Gazette des Opelousas.)

ESCROQUE LE BAYOU CHÊNE.—Le vieux Matthews, qui a joué dans la sanglante affaire de Farmer, un rôle si équivoque, vient de tuer d'un coup de carabine, un nommé Sharp. Le meurtrier a pris la fuite; mais on ne désespère point de l'appréhender.

Décidément le Bayou Chêne regorge de gibiers de patence.
(Gaz. des Attakapas.)

RAPPORT OFFICIEL
DE LA
CHAMBRE DES REPRESENTANTS.

VENDREDI, 17 mars 1843.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement. L'appel nominal constate la présence de 40 membres.

M. Brewer appelle l'attention de la Chambre sur une omission qui se trouve dans le journal relativement au rapport du comité sur les élections contestées et demande que le vote définitif sur ce rapport soit consigné dans le journal. La motion est adoptée.

M. Brewer demande si la Chambre poursuivra aujourd'hui la discussion des élections contestées, ou si cette question ne sera débattue que lorsqu'elle viendra à l'ordre. L'orateur désire qu'elle n'en plus à l'ordre, et que la Chambre ne peut s'en occuper qu'en se prononçant par la reconsidération, ou en accordant la dispense des règles.

M. Brewer propose de reconsidérer la question. L'appel nominal étant réclamé par M. Brashear, les voix se partagent ainsi: oui, 18; non, 16. La motion prévaut.

M. Brashear fait observer que la Chambre ne peut procéder à la reconsidération qu'au moment où l'ordre du jour l'appellera.

M. Brewer propose de la mettre à l'ordre du jour pour demain, immédiatement après la lecture du journal.

M. Hunt préférerait un autre jour; mais M. Brewer persiste dans sa motion, laquelle est adoptée.

M. Brashear présente un mémoire de John Martin, qui supplie la Législature de lui venir en aide. Référé au comité sur les réclamations.

M. Clossonne, après dispenses, introduit un bill relatif aux collecteurs de taxes.

M. Fluker présente un mémoire des citoyens d'Est Feliciana, qui demandent que le mode de tenir les élections dans cette paroisse soit changé. Référé à un comité de trois membres, avec ordre de présenter un rapport lundi prochain.

M. Voorhies présente une pétition des citoyens de St. Landry, demandant l'amélioration du bayou Crocodil. Référée au comité sur les améliorations intérieures.

M. Brewer demande la dispense des règles pour introduire un bill à l'effet de discontinuer la répartition accordée aux témoins de l'Etat, dans les affaires criminelles. La dispense n'est pas accordée.

M. Musson, d'un comité spécial, chargé d'examiner l'état de certaines propriétés appartenant à l'Etat, et situées dans les rues de Chartres et de Jefferson, présente, outre son rapport, une résolution pour autoriser le trésorier d'Etat à faire faire à ces bâtimens les réparations nécessaires, ou à diminuer le loyer, dans le cas où les locataires voudraient faire les réparations à leurs frais.

M. Rodgers s'attache à faire ressortir l'importance de la mesure proposée. Les propriétés dont il s'agit sont d'une grande valeur et rapportent annuellement à l'Etat un revenu net de $9,000. Il espère donc que la Chambre accordera la dispense des règles pour s'occuper immédiatement de la résolution. La Chambre refuse de s'en occuper.

M. Phelps, d'un comité spécial, rapporte sans amendement le bill pour affermer le Pénitentiaire.

M. Nevers présente un rapport rédigé dans un sens opposé.

M. Brashear annonce qu'il présentera un bill pour créer un contrôleur de la trésorerie de l'Etat de la Louisiane.

Le même membre, ainsi qu'il en a précédemment donné avis, introduit un acte pour créer de nouveaux rencenseurs.

M. Phelps annonce qu'il présentera un acte pour l'établissement d'un bac sur la rivière Texas.

M. Nicholls, au nom du représentant de Jefferson, annonce qu'il présentera un acte pour créer un inspecteur des farines, du beurf et du porc dans la paroisse de Jefferson.

M. Brewer annonce qu'il présentera un acte pour diminuer les dépenses de l'Etat dans la poursuite des affaires criminelles.

M. Conviller, ainsi qu'il en a précédemment donné avis, introduit un bill pour changer le mode de nomination des députés-shérifs dans la paroisse des Avoyelles. Le bill est lu 1ère. fois et passe.

M. Richard annonce qu'il présentera un acte relatif aux juges de paix dans la paroisse des Rapides.

M. Perkins annonce qu'il présentera un acte pour incorporer l'église presbytérienne d'Est-Feliciana, et un acte pour vendre en sus à la Compagnie des artilleurs d'Est-Feliciana.

Ordre du Jour.

Les articles ne se trouvent pas proposés par le S